

LE FERROVIAIRE PUBLIC, DONT LE TER, MÉRITE AUTRE CHOSE QUE LE SABORDAGE DE CET OUTIL INDISPENSABLE AUX CITOYENS, AUX TERRITOIRES ET À L'ENVIRONNEMENT !



Quatre ans après le Grenelle de l'environnement, à peine deux ans après la COP 21, le gouvernement Macron avec ses député(e)s veulent saborder l'entreprise SNCF au nom de "la modernité et l'efficacité"!

Les arguments employés sont lamentables, et cherchent à faire porter la responsabilité des problèmes de la SNCF aux cheminots et à ceux qui croient et défendent le service public.

Nous n'avons pas besoin de moins de ferroviaire mais de plus, dans une gestion de service public au service du public et de la nation.

Comment accepter de voir fermer des lignes dites secondaires alors qu'elles jouent et devraient jouer un rôle bien plus important dans l'immédiat et dans l'avenir.

« C'est pour cette raison que par les luttes nous avons fait réouvrir la ligne Tours-Chinon en 1982 par décision du ministre des transports Charles Fiterman. C'est pour ces mêmes raisons, que j'avais engagé, en tant que Vice-président chargé des transports à la Région Centre de 1998 à 2015 un travail en profondeur pour redonner aux lignes de l'étoile ferroviaire un rôle majeur : Tours/Chinon, Tours/Bléré, Tours/Château-Renault, Tours/Le Mans, ainsi que la modernisation des infrastructures, l'acquisition de matériel ferroviaire, la rénovation des gares et des haltes, la refondation des horaires en faisant participer les comités de lignes (16 au total!) ».

Toutes ces lignes sont utiles et indispensables, à l'heure de l'urgence climatique et des besoins de mobilité dans les territoires comme c'est le cas en Indre-et-Loire avec la Métropole récemment installée.

À qui fera t-on croire que c'est en cassant le statut des cheminots que l'on va régler le problème de la dette ferroviaire provoquée par l'État lui même! (50 milliards, charge de l'État 1,6 milliard par an !)

C'est un peu comme si le statut des employés de la Sécurité sociale ou de la Santé devrait être cassé pour rembourser la dette de cette dernière!

Jean-Michel Bodin, 23 février 2018

Les trains ne sont pas malades de trop de service public mais de décisions de l'État et de la SNCF (gouvernement).

Les petites lignes ?

Les gares ?

L'offre ferroviaire ?

Le matériel ?

Les tarifs de transports ?

Le remboursement de la dette ?

Le fret ?

Le TGV ?

Les investissements dans l'infrastructure ?

Les usagers reconnus comme lien décisionnel ?

Les embauches ?

La concurrence qui aura les mêmes effets que pour le fret ?

La fermeture des lignes jugées moins rentables et concentration des moyens sur les métropoles ?

Quels développements des territoires ?

Quels droits à la mobilité ?

Ces questions nous concernent toutes et tous, il s'agit de donner à la Nation un service public de la mobilité et de l'aménagement des territoires au service des habitants.

La France peut mobiliser les moyens financiers nécessaires, C'est un choix politique de société qu'il faut faire !

